

Nissan publie ses
résultats 2011 :
**Pourquoi tant
de yens ?**

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 15 mai 2012

Action !

Une semaine depuis la fin du cinéma électoral : clap de fin pour Sarkozy et consorts, pour le gouvernement ouvertement au service des banques, des grands patrons et des plus riches. Tant mieux. Mais le scénario de la présidence Hollande ne risque pas d'être plus favorable aux travailleurs.

Le changement, ce n'est pas maintenant...

Hollande promettait le changement, mais ce dernier s'arrête au style. Il s'est employé à le faire comprendre cette dernière semaine.

Contrairement à ce que disait Sarkozy, Hollande n'a pas défilé « derrière les drapeaux rouges » le 1^{er} mai. Par contre, les deux présidents ont participé ensemble à la cérémonie du 8 mai, se « recueillant » côte à côte devant un drapeau tricolore grand format à l'Arc de triomphe. Une mise en scène où, derrière les symboles, il s'est agi de renvoyer l'image de la continuité.

Les grands bourgeois, actionnaires et grands patrons en tête, ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Contrairement à ce que certains prévoient, le CAC 40 n'a pas reculé après l'élection. Et Laurence Parisot, présidente du Medef, trépigne d'impatience à l'idée de « coopérer » avec le nouveau président.

Aucun mouvement de foule chic n'a été remarqué à la frontière suisse.

De toute façon, les grandes fortunes et les grandes entreprises s'arrangent pour payer pas ou peu d'impôts sans avoir besoin de s'exiler.

Les grands bourgeois sont clairvoyants : le départ de Sarkozy ne signifie pas l'annulation des contre-réformes faites par ce dernier, y compris la réforme de retraites.

Hollande a bien promis le retour à la retraite à 60 ans, mais uniquement pour ceux qui ont commencé à travailler à 18 ans et ont cotisé 41 annuités. Finalement, même cet engagement n'en serait pas un, puisque les périodes de chômage et de congé maternité risquent de ne pas être prises en compte, au nom des « économies ».

... à moins que les travailleurs jouent les premiers rôles

Pour changer notre sort, nous n'avons d'autre choix que de passer à l'action. Les travailleurs de Fralib, près de Marseille, l'ont eux bien compris, en lutte depuis presque deux ans contre la fermeture de leur usine par le trust Unilever et ses 4,6 milliards d'euros de profits, en occupant leur usine depuis vendredi dernier. Leur lutte, comme toutes celles qui ont lieu isolément ailleurs, devront converger pour gagner, pour que le monde du travail impose ses mesures de sauvegarde et dicte enfin ses propres règles.

Car c'est dans tous les secteurs, dans l'industrie comme à PSA ou dans la distribution comme Carrefour, que les patrons s'apprêtent à sortir les plans de licenciements mis sous le boisseau pour des raisons politiques ces derniers mois. Sans parler des suppressions de postes massives dans les services publics.

« Ce n'est pas une crise, c'est une arnaque »

C'est ce que scandent les Indignés espagnols, excédés de devoir payer pour la crise du capitalisme. Ils en ont assez de subir les instructions de la grande bourgeoisie suivies à la lettre par leurs gouvernements successifs : coupez dans les budgets de la Santé, de l'Éducation, des protections sociales ! Assez de ces gouvernements qui renflouent les banques et facilitent les licenciements répond la population.

Un an après les premières manifestations, les Indignés espagnols sont donc redescendus dans la rue. Ils avaient commencé sous la gauche, ils poursuivent sous la droite, tellement main gauche ou main droite, c'est toujours la grande bourgeoisie qui donne les coups.

La France et l'Espagne connaissent l'alternance en sens inverse. Par contre, là-bas comme ici, l'enjeu est de ne pas payer pour la crise du capitalisme. Et, là-bas comme ici, pour y parvenir, les travailleurs devront jouer les premiers rôles.

Tu tires ou tu pointes ?

La direction vient d'annoncer une nouvelle fois le report du pointage suite à des « incidents de remontées d'information des tourniquets vers le portail de gestion constatés en phase pilote ». Ça inspire confiance ! Cette fois-ci prudence : la DRH ne donne pas de nouvelle date de démarrage. Un bel exemple de « maîtrise du temps de travail ».

On n'arrête pas le progrès

En 2011, la DELT'A (Direction de l'Électronique et des Technologies Avancées) a créé un challenge ICP (Idée Concrète de Progrès) pour motiver la création car les indicateurs étaient au plus bas.

Mais les auteurs des meilleures ICP ont juste gagné le droit de les présenter en amphi, le Free cash flow ayant eu raison de la prime. Pas sûr que le challenge ICP 2012 fasse un tabac !

Des médecins dénoncent

Dans leur rapport annuel 2011, les observations des infirmiers et médecins du travail de Guyancourt sont éloquentes : surcharge de travail, effet néfaste du système de notation des entretiens individuels, surengagement professionnel, perte de sens et de motivation, mesures de prévention collectives des risques psychosociaux d'une « timidité excessive » !

Un mal être des salariés du TCR auquel le service médical n'échappe pas lui-même : manque de moyens informatiques, locaux et effectifs insuffisants, nouvelle démission d'un médecin... Et un rapport qui vaut toutes les enquêtes Hay.

Lénine, revient !

L'Alliance Renault-Nissan devrait prendre le contrôle d'AvtoVAZ d'ici juin 2014 via une joint-venture avec Russian Technologies, une entreprise contrôlée par l'État russe. 750 millions de dollars seront peu à peu investis par l'Alliance avec la bénédiction de Poutine. L'Alliance contrôlera l'usine géante de Togliatti, d'une capacité de production d'un million de véhicules par an et dont les effectifs ne cessent de se réduire : 30 000 des 102 000 salariés ont déjà été mis à la porte, et la nouvelle ligne de production permettra d'en virer encore 10 000.

En Russie aussi, la conquête de nouveaux marchés se fait sur le dos des travailleurs. A quand une nouvelle révolution russe ?

Tsunami de bénéfices

Le résultat dégagé par Nissan entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2012 se traduira dans le résultat net du 1^{er} semestre 2012 de Renault par une contribution positive estimée par Renault à 230 millions d'euros, contre 93 l'an dernier. Et Carlos Tavares qui affirmait que Renault était au bord du précipice ?!

Nissan soigne ses actionnaires

Nissan vient de publier des résultats record pour l'année fiscale 2011 (qui se termine le 31 mars 2012 au Japon) : ventes en hausse de 16 %, bénéfice net de 3,3 milliards d'euros (+7 %) !

Pour fêter ça, Nissan va verser un dividende supplémentaire de 10 yens par action, se rajoutant aux 10 déjà versés. Les actionnaires empochent donc 83,7 milliards de yens sur l'année, soit 811 millions d'euros ! Ce n'est pas la crise pour tout le monde.

On n'oublie pas

Jeudi dernier, la Cour d'appel de Versailles a condamné Renault pour faute inexcusable ayant mené au suicide d'Hervé, un collègue technicien qui s'était noyé dans le bassin de rétention du Technocentre en janvier 2007.

Selon les juges, « Renault n'a pas pris les mesures nécessaires pour préserver Hervé T. du danger auquel il était exposé en raison de la pénibilité avérée de ses conditions de travail et de la dégradation continue de celles-ci », et ils pointent du doigt les hiérarchiques d'Hervé qui « n'ont jamais réellement cherché à améliorer ses conditions de travail et n'ont jamais contrôlé ses horaires de travail » de 10 à 12 heures par jour en janvier 2007.

Un combat mené par la famille d'Hervé, à l'origine de la plainte, qui est toujours d'actualité.

Une solidarité qui ne fond pas

Au bout de trois jours de grève, les salariés de la Fonderie Du Poitou Aluminium (FDPA) ont obtenu une prime extra-légale de 30 000 € au lieu des 13 000 € proposés initialement par Renault, pour les 60 salariés sur 455 qui ne seront pas repris par Saint-Jean Industries. Renault, ancien propriétaire et principal client de FDPA, s'était engagé devant le tribunal de commerce à verser 2,8 millions pour cette prime, mais a affirmé ensuite que cette somme incluait la prime légale et des actions de formation.

La grève a été votée à 90 %, c'est-à-dire par les salariés non directement menacés : une solidarité qui a payé une nouvelle fois.

Encore une fonderie menacée

Comme FDPA, la fonderie MBF de Saint Claude (Jura) est en redressement judiciaire depuis juillet 2011 suite à un chantage à l'emploi. Les menaces du propriétaire, le groupe Arche, de fermer le site si les 433 salariés n'acceptaient pas de réduire les effectifs de moitié avaient alors entraîné un mois de grève.

La semaine dernière, trois salariés ont entamé une grève de la faim afin d'exiger des deux principaux clients, Renault et PSA, qu'ils garantissent un niveau suffisant de commandes. Et si c'étaient les patrons que les travailleurs mettaient au régime sec ?